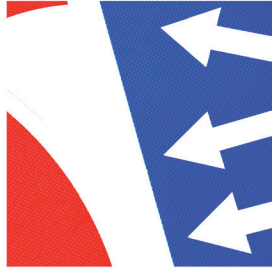





**LES 12 QUESTIONS DES
AUTOMOBILISTES AUX
CANDIDATS À L'ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE**

*« 40 millions d'automobilistes,
c'est 40 millions d'électeurs »*





Daniel Quéro,
Président

Les automobilistes français se sentent ignorés par les gouvernants et attaqués dans leur droit à la mobilité par les multiples mesures restrictives et négatives prises ces dernières années. Ces décisions pèsent sur leur quotidien en réduisant leur liberté de mouvement et leur pouvoir d'achat et en créant de nouvelles contraintes là où la démocratisation de l'accès à l'automobile avait permis de faciliter leurs déplacements et d'améliorer leur qualité de vie.

Aujourd'hui encore, une immense majorité des Français gardent une vision positive de la voiture individuelle, outil d'indépendance et de liberté, mais répondant surtout à leur besoin de mobilité.



Pierre Chasseray,
Délégué général

À la veille de l'élection présidentielle, les automobilistes français attendent donc des candidats des engagements fermes qui les rassureront sur les intentions du futur Président de la République et leur donneront confiance en exprimant une opinion positive de l'automobile, elle devra se retrouver dans les réponses apportées par le Gouvernement aux enjeux fondamentaux que représentent pour eux la mobilité, l'environnement, la sécurité routière... Êtes-vous prêt à rassurer les français en vous engageant dans une démarche positive visant à garantir la liberté de circuler de chacun ?

AUTOMOBILE



1. L'État arbore aujourd'hui un regard extrêmement négatif sur l'automobile et multiplie les mesures discriminantes et répressives. Pourtant, notre voiture occupe bel et bien une place prépondérante dans la vie de chacun d'entre nous.

À l'heure où les automobilistes se sentent attaqués et ignorés par les gouvernants, êtes-vous prêt, comme David Cameron lors des élections législatives en 2009, à déclarer « la fin de la guerre contre les automobilistes » ?

2. Depuis deux ans, le Gouvernement ne cesse d'augmenter les taxes sur les carburants et cela représente un budget conséquent pour les usagers. D'autres carburants, comme le bioéthanol, sont commercialisés en France, mais ils sont peu présents dans les stations-service sur tout le territoire français.

Si vous êtes élu, que comptez-vous faire concernant la fiscalité des carburants ? Comptez-vous développer le marché des biocarburants en France ? Si oui, comment ?

3. Les constructeurs automobiles développent de plus en plus de modèles électriques.

Y aurait-il une réelle volonté à poursuivre la dynamique des véhicules électriques ? Si oui, dans quelle mesure ?

CONSO



- 4.** Le diesel représente 65% de parc automobile français. Certains politiques veulent l'interdire d'ici 2020. La politique a pris le pas sur le discours scientifique.

Quelle est votre position sur ce sujet ? Que répondez-vous aux 65 % d'automobilistes roulant au diesel ?

SÉCURITÉ ROUTIÈRE



- 5.** Aujourd'hui en France, il existe une marge technique sur les vitesses constatées par les radars automatiques. L'Angleterre a mis en place une marge de tolérance en plus de la marge technique. Depuis 2011, ce même pays a désactivé 54% des radars fixes et figure parmi les trois meilleurs pays d'Europe.

Que pensez-vous de la multiplication des radars sur nos routes ? Sachant que la France est le seul pays d'Europe à retirer des points et punir d'une amende les petits excès de vitesse entre 0 et 10 km/h, seriez-vous favorable à la mise en place d'une réelle marge de tolérance sur les relevés de vitesse ?

- 6.** En 2013, la Sécurité routière avait mis en service les premiers radars mobiles embarqués et prévoit, d'ici 2018, 440 véhicules en fonction. Le ministre de l'Intérieur souhaite externaliser les radars mobiles embarqués en les confiant à des sociétés privées.

Quelle est votre position sur cette mesure rejetée par l'écrasante majorité des Français ?

- 7.** Il existe des systèmes appelés « rétrofit » permettant aux véhicules diesel plus anciens de bénéficier en seconde monte d'un équipement de dépollution, réduisant ainsi leurs émissions polluantes. Alors que l'Allemagne finance ce dispositif, le Gouvernement français n'a pas pris la peine d'étudier cette solution lors de la mise en place la vignette CRIT'AIR.

Quel regard portez-vous sur ce dispositif qui implique des restrictions de circulation injustes pour certains Français ?

- 8.** Paris a décidé d'interdire de rouler les véhicules d'avant 1997, date réajustée chaque année, cette mesure vient pénaliser encore les gens modestes en entravant leur mobilité.

Que proposez-vous pour réparer cette mesure injuste ?

ENVIRONNEMENT



PERMIS



9. La France est le seul pays européen à retirer 1 point sur le permis de conduire pour un excès de vitesse inférieur à 10km/h.

Êtes-vous favorable à la suppression de l'amende et/ou du retrait de point pour les excès de vitesse inférieurs à 10km/h?

10. À l'heure des nouvelles technologies, l'apprentissage de la conduite n'a pas évolué et ne comprend aucune formation sur les outils technologiques qui peuvent accompagner les automobilistes dans leur vie, tels que le simulateur de conduite, les outils d'aide à la conduite, les systèmes de prise de mesure d'alcool et bien d'autres.

Comptez-vous moderniser la formation au permis de conduire?

11. Ces dernières années, les infrastructures se sont dégradées. Faute de moyens financiers, les collectivités ne peuvent plus rénover.

Quelles solutions proposez-vous pour assurer l'entretien de notre patrimoine routier, garant de la sécurité des usagers?



MOBILITÉ



12. Que pensez-vous de la volonté de certaines villes de fermer, comme à Paris, une voie de circulation régionale, les voies sur berges, sans concertation et sans offrir une solution alternative aux usagers?

**RÉALISÉ PAR
« 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES »**



www.40millionsdautomobilistes.com